



The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'ÉCONOMIE AGRICOLE EN QUESTION

Eu égard aux questions posées à l'occasion de cette table ronde, les propos de Jacques Mairesse apparaissent pour le moins rassurants. Avec un regard quelque peu extérieur à la discipline, la légitimité de l'économie agricole est ici reconnue, tant par les impulsions et avancées théoriques qu'elle a pu fournir historiquement aux travaux d'économie générale que par son mode d'analyse "réaliste"⁽¹⁾ des problèmes qui lui sont soumis. Pour renforcer ce constat, soulignons que l'intervenant s'en est tenu quasiment uniquement à la discipline de l'économétrie; dans d'autres domaines également tels que l'économie du développement⁽²⁾, voire sur d'autres aspects méthodologiques⁽³⁾, bon nombre d'économistes agricoles ont fait œuvre de pionniers.

Malgré cela, il semble de plus en plus difficile aujourd'hui de distinguer nettement l'économiste agricole dans sa spécificité, d'un chercheur en économie ayant souscrit son intérêt scientifique dans le champ agricole. Cette difficulté, si elle en est une, traduit en fait l'une des préoccupations de cette table ronde, à savoir la perte partielle de légitimité d'une spécialisation agricole de la science économique. Cela s'explique notamment, du moins en France et au vu des exemples connus de recherches en économie agricole, par un monolithisme progressif de la théorie néo-classique qui propose, dans un langage formalisé et synonyme de rigueur scientifique, des approches relativement nouvelles pour le secteur et à finalité économétrique. Cette conquête de l'économie mathématique a érodé sensiblement la spécificité agricole revendiquée par d'autres courants de pensée économiques. Cela tient pour une part non négligeable à la théorie de la connaissance sous-jacente à l'économie néo-classique; ainsi, Walras, l'un de ses pères fondateurs, s'est appuyé sur une théorie de la connaissance qui était naturaliste et ahistorique⁽⁴⁾. Son approche positiviste ne différencie pas fondamentalement les dynamismes sociaux de phénomènes proprement naturels ou physiques. Pour preuve, la théorie walrassienne de l'équilibre général est une transposition de l'univers mécanique de gravitation universelle formulé par Newton; le comportement de chaque agent concourant de manière infinitési-

⁽¹⁾ Pour reprendre l'expression de Karl Fox citée par Jacques Mairesse: *Agricultural economists are real people*.

⁽²⁾ Citons Hayami et Ruttan et la théorie de l'innovation induite.

⁽³⁾ A titre d'exemple, les travaux de Binswanger et la modélisation du progrès technique.

⁽⁴⁾ Voir, à ce sujet, Daniel Dufourt: Les relations économie-histoire et le statut scientifique des sciences sociales chez Hicks et Schumpeter, *Revue française d'économie*, vol. VII, n° 1, 1992.

male à l'équilibre global, il a été mis ainsi en place un schéma hypothético-déductif censé décoder la rationalité humaine génératrice de ce comportement. Les progrès récents de la théorie économique incluant la circulation de l'information, la théorie des jeux, le rôle des incitations... peuvent être ainsi interprétés comme un raffinement de ce décodage quasiment "génétique" de l'*homo economicus*. Nous comprenons mieux dès lors que ce naturalisme ou plutôt ce "physicalisme" économique, professé par Walras et ses successeurs, récuse non seulement une spécificité sectorielle (telle qu'agricole) mais globale des sciences sociales.

Revenant à l'économie agricole, il convient de noter cependant que le monolithisme de l'économie néo-classique n'est vraisemblablement pas intentionnel; il apparaît plutôt comme la résultante de deux phénomènes distincts. D'une part, le reflux parallèle des courants de pensée marxistes en agriculture, eu égard au jugement de l'histoire. Bon nombre d'économistes se sont trouvés ainsi orphelins – cela étant, des poches de résistance demeurent, ce qui est tout à fait respectable – d'autres se sont donnés une nouvelle virginité dans le "bain de jouvence néo-classique" mettant à profit, pour eux-mêmes et leurs jeunes collègues, leur connaissance des faits économiques agricoles. D'autre part, il y eut une demande croissante, émanant de la puissance publique, d'une modélisation du secteur agricole à des fins de recherche opérationnelle. Vers la fin des années 70 en effet, la logique sociale et quelque peu "constructiviste"⁽⁵⁾ de la Politique agricole commune (PAC) commence à céder peu à peu le pas à une orientation qui se veut plus largement inspirée des lois du marché, d'où la nécessité de modèles permettant la simulation de ces nouvelles orientations. Comme l'a souligné Jacques Mairesse, ces travaux économétriques ont bénéficié d'une disponibilité croissante de l'outil statistique agricole associé à des moyens informatiques de calcul toujours plus performants. De manière générale, c'est à cette même période que Florence Weber situe la perte de légitimité d'une spécialisation agricole des sciences sociales⁽⁶⁾ autres que l'économie.

Faut-il se désoler de cette perte de légitimité rétorqueront certains, soucieux que l'agriculture se plie plus rapidement au sens d'une "fin de l'histoire"⁽⁷⁾ où le marché apparaît comme l'ultime réalité sociale? Cela étant, au vu de l'actualité récente en matière de réforme de la PAC et de négociations du GATT, d'autres économistes agricoles hésitent encore entre une vision champêtre de l'agriculture et le credo néo-libéral, car ils craignent un nouveau totalitarisme, celui du marché, et critiquent implicitement l'insuffisante maîtrise, par la science économique néo-classique, de son rapport à l'histoire des faits sociaux.

Faux problème pour d'autres encore que cette perte de légitimité des

⁽⁵⁾ Pour reprendre la terminologie de F. Von Hayek.

⁽⁶⁾ Florence Weber: *Agriculture et sciences sociales, au-delà des spécialisations*, texte d'appel à contributions repris dans la présentation de ce dossier.

⁽⁷⁾ Titre d'un ouvrage récent de Fukuyama.

sciences sociales agricoles, l'essentiel de l'enjeu demeurant dans l'avancée réelle des connaissances. Cette louable intention scientifique doit cependant conduire à reconnaître la pauvreté congénitale, voire l'erreur anthropologique du modèle de l'*homo economicus* dans ses interactions sociales : l'agriculture se prête tout aussi bien aux catégories maîtresses de l'économie néo-classique et à ses avancées récentes qu'à ses propres défaillances. A ce propos, on peut remarquer également que le caractère de *real people* attribué aux économistes agricoles a permis sans aucun doute de rappeler la complexité et la richesse du lien social dans l'agriculture et dans d'autres secteurs. Dès lors, la légitimité revendiquée ici ne porte pas tant sur une spécificité agricole de la science sociale mais plutôt sur une complémentarité d'approches, intégrant davantage l'histoire des faits économiques, et soucieuses de rappeler par honnêteté intellectuelle leurs présupposés en termes de philosophie sociale.

Pour d'autres économistes enfin, cette perte de légitimité les renvoie à un enjeu autrement plus important, à savoir l'objet même de la science économique, dans ses dimensions traditionnelles explicative et normative. En effet, si l'on pense que la spécificité agricole s'attache davantage à la dimension explicative de cette science, le moindre intérêt que l'on porte actuellement à cette spécificité ne traduirait-il pas, à l'inverse, l'hypertrophie de la prétention normative revendiquée par la science économique ? Dans ce cas de figure, l'intention scientifique se double d'une intention pseudo-morale dans la mesure où certains économistes n'hésitent pas à ériger la loi du marché en critères moraux, affranchissant du même coup chaque individu d'une contrainte morale inhérente à tout acte économique. On ne peut réduire la morale sociale au simple respect des mécanismes du marché sous peine de nier l'objet véritable de la science économique, à savoir la justice, ce talon d'Achille de l'idéologie libérale. De manière générale en effet, toute crise économique renvoie tôt ou tard à l'exigence de justice sociale : c'est la justice rendue qui soutient ultimement l'échange et la dynamique économiques. Dès lors, une crise économique est fondamentalement la crise d'une justice qui n'est plus rendue⁽⁸⁾. Ce dernier point de vue propose un recentrage de la vocation de l'économiste : rechercher et promouvoir la justice dans l'économie. Sous cet angle, la légitimité d'une spécificité agricole de la science sociale apparaît finalement comme un débat bien secondaire comparée à la mise en évidence urgente des exigences actuelles de la justice sociale dans ce secteur.

Dominique VERMERSCH

⁽⁸⁾ Voir à ce propos l'ouvrage d'Henri Hude : *Ethique et politique*, Editions universitaires, 1992.